

17^E À GAUCHE !

LE JOURNAL DES SOCIALISTES



N° 2. novembre - décembre 2009

Ternes - Monceau - Batignolles - Epinettes

Edito



A lors que le gouvernement tente une diversion en ouvrant 5 mois avant les élections régionales, un débat vicié sur l'identité nationale, il se profile un retour inquiétant sur 28 ans de décentralisation.

Le feu croisé de trois projets de lois simultanés vient nous rappeler que la droite au pouvoir est dominée par une conception centralisatrice de la démocratie.

La réforme des collectivités territoriales qui pouvait être l'occasion de renforcer et mieux organiser l'action locale au plus près de nos concitoyens, se solde avant tout par un nouveau mode de scrutin qui aura pour effet principal de faire reculer la parité et favorisera le cumul des mandats.

La suppression justifiée de la contre-productive taxe professionnelle devrait conduire à assécher les finances locales, du fait même qu'elle n'est pas clairement compensée.

Enfin et ceci nous concerne au premier chef, c'est le projet de loi relatif au «Grand Paris», qui apparaît comme une caricature technocratique, où sans concertation, l'état imposerait un vaste métro automatique en forme de grand 8 pour un coût non financé de 21 milliards d'euros !

Gauthier Vantieghem

Secrétaire de la section Daniel Sérus
Paris 17^e

17^e à gauche !

Journal d'information de la section Daniel Serus
Parti socialiste du 17^e arrondissement

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Gauthier Vantieghem
Réalisation : Patricia Dybman
Impression : Rapid Flyer, 25 rue de Dunkerque, 59200 Tourcoing
Dépôt légal : Novembre 2009
Numéro ISSN : en cours
GRATUIT - NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

REVEILLONS LE GOUVERNEMENT !



Signons massivement l'appel à l'ultimatum climatique !

SOMMET INTERNATIONAL SUR LE CLIMAT UN ENJEU DE CIVILISATION !

Du 7 au 18 décembre 2009 se tient à Copenhague la conférence de l'O. N. U. sur le changement climatique. Agissons pour inciter nos dirigeants à être à la hauteur des enjeux !

2 500 scientifiques du monde entier ont reçu collectivement le prix Nobel de la paix 2007 pour avoir démontré les phénomènes du changement climatique. Son origine humaine, liée au développement industriel des dernières décennies, est indéniable. Et ce sont, aujourd'hui, les pays les plus pauvres du globe, victimes des gaz à effet de serre des pays riches qui en subissent les conséquences les plus graves.

Cebouleversement climatique nous interroge sur notre solidarité à l'échelle de l'humanité et sur notre système économique fondé sur une croissance qui prélève sur notre capital environnemental. Il ne doit pas pour autant nous condamner à la décroissance économique ou au malthusianisme démographique.

Il appelle en revanche à définir les bases d'une société durable respectueuse de notre environnement. Aussi les solutions à la crise écologique seront-elles socialistes; car, qui peut croire que le marché seul et les intérêts individuels règleront le problème ?

Seul des Etats forts, capables de planifier leurs efforts en réduction de CO2 nous permettront de sauver l'humanité et de créer les conditions d'une croissance économique durable.

Ce sommet est donc une opportunité historique pour les dirigeants des pays les plus riches du globe de s'engager à financer les 100 milliards permettant une limitation du réchauffement de la planète à 2°C. Face à l'enjeu, les militants socialistes du 17^e invitent leurs concitoyens à signer massivement l'appel « Ultimatum climatique » de onze ONGs sur www.COPENHAGUE-2009.com

Jérôme Verger

NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE

[en chiffres]

Le gouvernement mène une politique de santé injuste et inefficace. De nouvelles mesures vont rendre encore plus difficile l'accès aux soins.

Se soigner va-t-il devenir en France un luxe réservé à une fraction de la population ? Les nouvelles mesures sur la sécurité sociale votées par les députés, qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier, vont rendre encore plus difficile l'accès aux soins pour les plus défavorisés. Près de 40% des Français affirment déjà qu'ils ne peuvent aujourd'hui se soigner, faute d'argent. Cette situation ne peut qu'empirer avec les nouvelles dispositions prévues. La hausse du forfait hospitalier d'abord, qui passera de 16 à 18 euros par jour l'an prochain. Soit un coût pour l'assuré de près de 500 euros pour une hospitalisation d'un mois. Comment, dans ces conditions, continuer à payer son loyer et à faire vivre sa famille quand on touche un smic qui ne s'élève qu'à 1 050 euros net par mois ? Sans parler des 2,5 millions de chômeurs pour qui un séjour contraint à l'hôpital risque de priver de revenus des familles entières. En plus de la hausse du forfait hospitalier, le gouvernement a décidé de baisser les taux de remboursement d'une centaine de médicaments de 35% à

15%. Des médicaments pourtant fort utiles comme des antibiotiques locaux, des tranquillisants, des désinfectants... Là encore, il ne reste aux moins fortunés qu'à ne pas tomber malades ! Dans le même temps, l'hôpital public est mis à mal et voit fondre son enveloppe budgétaire, au profit des cliniques privées, ce qui ne lui permet plus d'assumer ses missions.

Le gouvernement poursuit ainsi, année après année, une politique restrictive d'accès aux soins, injuste et dangereuse pour l'avenir. En laissant filer le déficit du régime général de la Sécurité sociale, qui atteindra les niveaux record de 23,5 milliards en 2009 et de 30,6 milliards en 2010, il mène une politique irresponsable d'endettement qui fera peser une charge insupportable sur les générations futures. L'objectif caché de la droite est de démanteler progressivement la sécurité

sociale pour offrir aux assurances privées le marché juteux de la protection sociale.

Contrairement aux affirmations de l'UMP, le déficit de la « Sécu » n'est pas une fatalité. Une autre politique est possible, garantissant un accès aux soins pour tous et une médecine de qualité. Pour répondre aux difficultés de financement, le Parti socialiste propose de revoir les 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les entreprises et de mettre fin aux « niches sociales », en soumettant, par exemple, à cotisations sociales les plus values des stocks options et les retraites cha-

peaux. Il estime aussi urgent de réformer l'assurance-maladie pour mettre en place un système plus juste et plus efficace de santé passant notamment par une meilleure contribution de l'industrie pharmaceutique et un renforcement de la prévention.

Delphine Bedouet

70%
du budget de la Sécurité sociale financé par des prélèvements sur les salaires : cette situation nuit à l'emploi. Les revenus du capital doivent plus contribuer !
(Source : ministère du Budget)

170 milliards €
de déficits cumulés pour les finances sociales en 2013. Insupportable pour les générations futures.
(Source : Assemblée Nationale)

11 400
policiers et gendarmes en moins d'ici 2014. Une détérioration assurée du service rend à la population !

VIDÉOSURVEILLANCE : UNE EFFICACITÉ À RELATIVISER

En matière de vidéosurveillance, une vision purement comptable ne saurait constituer une méthode pertinente pour appréhender son usage et son efficacité.

L'efficacité mécanique de la vidéosurveillance comme instrument de lutte contre la délinquance est régulièrement questionnée. Ainsi, une étude de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile de France publiée en octobre 2008 concluait à la surévaluation de cette efficacité : la vidéosurveillance « dissuade peu les délinquants qui adoptent des mécanismes de dissimulation et des stratégies d'adaptation à l'outil. La faible efficacité dissuasive de l'outil tend d'ailleurs, de plus en plus, à le transformer en un outil de police judiciaire voire en une machine à tout faire qui nuit à son efficacité ». De même, son rôle dans la résolution d'affaires reste marginal. Pour exemple, à Londres, pourtant très équipé, elle n'a permis de résoudre que 3% des délits sur la voie publique en 2006.

RESPECT DES LIBERTÉS

LES ÉLUS PARISIENS ONT EXIGÉ LA MISE EN PLACE D'UNE CHARTE ET D'UN COMITÉ D'ÉTHIQUE D'UTILISATION DE LA VIDÉOPROTECTION À PARIS ET SON ÉVALUATION RÉGULIÈRE DANS LE STRICT RESPECT DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES.

Touchant de près aux libertés, la vidéosurveillance mérite donc un examen attentif sur tous ses aspects, bien au delà d'une simple politique du chiffre. La question du contrôle de ces dispositifs est un enjeu majeur. La Commission des lois du Sénat réclamait en janvier 2009 une clarification du régime juridique applicable en matière de vidéosurveillance, pour qu'il soit davantage protecteur du droit des personnes. L'utilisation de ces dispositifs de vidéosurveillance peut constituer une réponse adaptée dans certaines situations mais pose de nombreuses questions touchant à la multiplication des lieux d'implantation, au traitement des données personnelles, à la durée de conservation de ces données, à la nécessité de les accompagner de moyens humains. La mise en place de tels dispositifs ne doit pas justifier la diminution des effectifs policiers sur le terrain, seuls garants d'une sécurité efficace, exigence d'autant plus importante que le projet de loi de finances pour 2010 prévoit une diminution générale des effectifs de police et de gendarmerie pour les prochaines années.

LA FAIBLE EFFICACITÉ DISSUASIVE DE L'OUTIL TEND À LE TRANSFORMER EN UN OUTIL DE POLICE JUDICIAIRE

Sandra Tabary



LIGNE 13 : NE LÂCHONS PAS NOTRE MOBILISATION !

La concertation est lancée.

Le projet de désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 jusqu'à Saint

Ouen sera soumis à la concertation publique tout début 2010, avant les élections régionales. Un garant a été ainsi désigné par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) pour la mener à bien.

Porté par le STIF depuis que la région Ile-de-France le préside, ce projet a le mérite d'être équilibré, techniquement faisable et financièrement réaliste. Il n'est pas une option mais une nécessité au vu des conditions indignes de transport pour les voyageurs de la ligne 13, et de travail pour les personnels conducteurs ou de station qui exercent leur profession dans des conditions extrêmement dégradées.

Les habitants, les voyageurs ont enfin la possibilité de se prononcer et de se faire entendre sur leurs conditions de transport au quotidien.

Les citoyens, usagers, doivent se saisir de ce débat pour demander que cette concertation débouche rapidement sur le lancement de travaux et pour demander à la RATP (entreprise d'État) la mise en œuvre de mesures d'amélioration immédiates comme elle s'y était engagée. Il s'agit de la mise en place de portes palières pour fluidifier et sécuriser le flux des passagers sur les quais ou encore la mise en place du système Ouragan, censé réduire l'intervalle entre deux rames... que nous attendons depuis 2006 !

DES CONDITIONS DE TRANSPORT INDIGNES POUR LES VOYAGEURS

D'autres solutions alternatives doivent pouvoir être envisagées comme la mise en circulation de bus supplémentaires sur le trajet de la ligne 13 en attendant la fin des travaux du prolongement de la ligne 14.

Nous restons enfin vigilants sur l'impact du projet de loi sur le Grand Paris pour que les velléités politiciennes et hégémoniques du Gouvernement ne viennent ni suspendre ni même ralentir ce projet de désaturation de la ligne 13 que les franciliens attendent depuis plus de 15 ans.

Stéphane Renard

CLICHY-BATIGNOLLES : POUR QUE LE DÉBAT GAGNE EN «HAUTEUR»

Le défi est de taille, les enjeux considérables, les attentes fortes... La responsabilité des élus, l'intelligibilité d'un débat serein sont une exigence pour construire un nouveau morceau de ville exemplaire sur le plan environnemental, ambitieux en termes de logements et de dynamiques territoriales.

Le Maire de Paris a montré sa volonté de transformer ces anciennes friches en y engageant les finances de la Ville et l'intelligence d'urbanistes et paysagistes dont nous pouvons admirer aujourd'hui la première réalisation à travers le parc Martin Luther King.

Alors que l'arrivée de la cité judiciaire, demandée par les élus parisiens dès novembre 2008, bouleverse les équilibres d'aménagement, et supprime une bonne part de la programmation de logements initialement prévus, la droite voudrait, sans plus désormais s'en cacher, en profiter pour supprimer le maximum de logements sociaux.

Après avoir lutté contre leur construction, et finalement consenti à l'accord signé entre le Maire de Paris et M. de Villepin alors premier ministre, la droite du 17^{ème} propose désormais de réduire à un 1/3 leur réalisation.

Sans s'attarder sur les contradictions permanentes de ces élus « girouettes » dont les positions relèvent du double langage, nous souhaitons inviter à plus de « hauteur » dans le débat. Brandir l'étendard du ghetto, de la délinquance (conseil d'arrondissement du 8 décembre 2008 par exemple), brandir la menace de « tours de 50 m de logements

sociaux » version année 60' pour stigmatiser le logement social et surtout ses occupants, relève de la malhonnête intellectuelle sinon d'une profonde méconnaissance de la réalité sociale de notre pays et de la crise du logement qu'il traverse.

A la majorité du 17^{ème}, nous rappellerons que notre arrondissement compte pas moins de 6 000 demandeurs de logement social dont près de 77 % sous le plafond du PLAI⁽¹⁾, soit le plafond le plus bas du logement social. C'est le cas de deux employés de grandes surfaces à 1100 euros net / mois, déjà sans enfant, mais aussi celui d'une enseignante dans les collèges et lycées. La classe moyenne est aussi éligible au logement social... Au PLUS⁽²⁾ ou PLS⁽³⁾... comme pas moins de 72 % des ménages parisiens.

Alors que la construction de logements privés connaît une panne sur tout le territoire national, que les loyers n'en finissent pas de monter, nous croyons utile de rappeler la portée de l'engagement du Maire de Paris pour construire du logement public, mixé avec du logement privé, en particulier sur l'une des dernières emprises de Paris.

Les élus socialistes du 17^{ème}

(1) prêt locatif aidé d'intégration - (2) prêt locatif à usage social - (3) prêt locatif social

CONCERTATION SUR LA LIGNE 13 A VOS AGENDAS !



Du 4 au 8 JANVIER 2010
Expositions de présentation du projet de prolongement de la ligne 14 (dans les stations de la ligne 13 et les mairies)

4 JANVIER 2010
Mise en ligne du site internet du projet et réception des premières contributions

**Du 11 JANVIER
AU 13 FÉVRIER 2010**
Période de concertation et réunions publiques

FN MARS 2010
Rapport du garant

ÉTÉ 2010
Bilan de la concertation

RENCONTREZ VOS ÉLUS



SUR RDV AU 01 46 27 78 32
ANNICK LEPETIT
Députée - Adjointe au Maire de Paris
<http://www.anniclepetit.fr/>

Permanence à la Mairie du 17^{ème}

Patrick KLUGMAN
Conseiller de Paris et du 17^{ème}

Tous les 2^{es} jeudis du mois de 18 h à 19 h 30

Isabelle GACHET

Conseillère de Paris et du 17^{ème}

Tous les mercredis matin de 8h30 à 9h30

Tous les 1^{ers} samedis du mois de 10 h à 12 h

<http://isabellegachet.unblog.fr/>

Nadia SALEM Conseillère du 17^{ème}

Tous les 3^{es} samedis du mois

Sabri LABIODH Conseiller du 17^{ème}

Tous les 4^{es} samedis du mois de 10 h 30 à 12 h

Sur RDV au 01 42 76 51 40

Julien BOUCHER Conseiller du 17^{ème}

Lamine NDAW Conseiller du 17^{ème}

Rémy CADORET Conseiller du 17^{ème}

les-epinettes.blogspot.com

POUR LA RÉGULARISATION DES SALARIÉS SANS-PAPIERS



Depuis le 12 octobre 2009, des centaines de salariés sans-papiers se sont mis en grève, dans leur entreprise pour mettre fin à une hypocrisie économique connue de tous, obtenir leur régularisation et l'amélioration des conditions de travail.

Karl Ghazi, l'un des animateurs des luttes pour une régularisation sur le lieu de travail

Quelle dimension a pris la lutte des salariés sans-papiers à Paris et en Ile de France ?

Karl Ghazi : 4 896 salariés sont en grève sur 40 piquets, disséminés sur l'ensemble de l'île de France, principalement à Paris. Ce nombre, impressionnant, ne cesse de croître de jour en jour. Cette dimension a permis d'engager très rapidement les discussions avec le ministère de l'Immigration qui nous a déjà reçu quatre fois depuis le 12 octobre.

Avril 2008, octobre 2009, quel retour d'expérience et quels débouchés avec les pouvoirs publics ?

Karl Ghazi : 2008 a constitué une nouveauté absolue : sortir la question de la régularisation des travailleurs sans papiers d'une logique purement humanitaire pour la remettre dans le cadre d'une lutte de salariés. 2 500 régularisations ont pu être obtenues à la suite du mouvement de 2008 mais, depuis quelques mois, les dossiers restent bloqués en préfecture. La première nouveauté du

mouvement de 2009, c'est de demander une circulaire qui permette de régulariser les travailleurs, sans passer par le filtre arbitraire des préfectures et de critères «à la tête du client». La seconde, c'est d'intégrer les salariés «individuels» (qui ne sont pas suffisamment nombreux dans leur entreprise) dans la lutte, en les regroupant sur des piquets de grève professionnels, comme celui du nettoyage et de la sécurité installé chez Samsic, 9 rue Descombes, à la Porte de Champerret.

LE COLLECTIF DES SALARIÉS SANS-PAPIERS INSTALLÉ DANS L'ENTREPRISE SAMCIC AU 23^{EME} JOUR DE GRÈVE EXPLIQUE LES RAISONS DE SON MOUVEMENT AUX HABITANTS DU 17^{EME}.

Le Collectif : Nous avons pour but d'obtenir la régularisation des salariés sans-papiers sur le lieu de travail avec l'aide d'une grande coordination (CGT, CFDT, USS, UNSA, FSU, LDH, CIMADE, RESF, Femmes Egalités, Autre Monde, Droits Devant !!).

Cette grève consiste à faire occuper un site employant des travailleurs sans papier. Nous cotisons à la Sécurité sociale, à la retraite, aux impôts, nous travaillons dans nos entreprises et ne posons pas de problème.

DEMANDER UNE CIRCULAIRE QUI PERMETTE DE RÉGULARISER LES TRAVAILLEURS SANS PASSER PAR LE FILTRE ARBITRAIRE DES PRÉFECTURES

Nous sommes salariés d'entreprises dans les secteurs du BTP, de la sécurité, de la restauration et du nettoyage. Au 23^{eme} jour de grève, la solidarité entre nous est très forte et nous demandons des soutiens extérieurs pour nous aider. Le débouché de notre grève doit être l'obtention d'une circulaire de régularisation permettant une régularisation standardisée avec une carte de séjour pour salariés. Nous voulons mettre fin à l'injustice et l'insécurité de notre situation.

Propos recueillis par Jean-Marc Bombert

LES BRÈVES

Succès du débat sur l'Ecole de la République

Près de 70 citoyens du 17^e se sont déplacés le 14 octobre dernier lors de la réunion organisée par le PS 17^e sur l'avenir de l'Education Nationale. Un vrai dialogue entre les syndicats d'enseignants, de parents d'élèves, des familles et les politiques a pu s'instaurer sur une problématique vécue au quotidien.

Compte-rendu de mandat 2009 de Bertrand Delanoë

Les socialistes du 17^e invitent leurs concitoyens à rencontrer le Maire de Paris qui rendra compte de l'action municipale de ces douze derniers mois, jeudi 10 décembre à 18h30 au Gymnase Biancotto - 6 avenue de la Porte de Clichy - métro L. 13 : Porte de Clichy.

95 % de bulletins NON à la privatisation de la Poste

Plus de 5 000 votants dans le 17^e se sont prononcés dans les urnes tenues par différentes formations de gauche lors de la votation citoyenne sur l'avenir de la Poste le 3 octobre dernier. Un très beau succès qui témoigne de l'attachement profond des habitants du 17^e à ce service public indispensable.

Réagissez à nos articles : courrierdescitoyens@ps-paris17.org

Bulletin d'adhésion

à renvoyer à : Adhésions - Fédération de Paris - 32 rue Alexandre Dumas - 75011 Paris



Section Daniel Sérus
Paris - 17^{ème} Arrondissement

Renforcez le Parti socialiste dans le 17^e REJOIGNEZ-NOUS !

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Tél portable :
Tél fixe :
E-mail :

- Je souhaite prendre contact avec le PS 17^e secretaire@ps-paris17.org
- Je souhaite adhérer au Parti Socialiste
- Je souhaite recevoir 17^e à gauche ! par e-mail communication@ps-paris17.org
- Je verse € pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)

selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1955, ces sommes pourront bénéficier d'une réduction d'impôts

Retrouvez-nous sur www.ps-paris17.org